

Carcassonne : mobilisation réussie pour les agriculteurs

Publié le 06/11/2014 à 07:39, Mis à jour le 06/11/2014 à 07:53

Agriculture - Carcassonne (11)



Une fois de plus la ville de Carcassonne a été l'épicentre de la colère paysanne dans l'Aude, à la force de ce rassemblement entre vignerons et céréaliers./Photo DDM, Roger Garcia

Carcassonne a été le siège, hier, de la plus grosse manifestation viticole en France à laquelle s'étaient ralliés les céréaliers de l'ouest audois. Ils étaient 1 200. La profession exige du gouvernement l'abandon de la réforme qui grève leur fonctionnement et leurs finances.

Ils s'étaient engagés à ne pas franchir l'enceinte de la direction départementale des territoires et de la mer, boulevard Barbès. Ils ont tenu parole. Mais rien n'a empêché les 1 200 agriculteurs et viticulteurs audois de déposer au pied et par-dessus portail et grille de la DDTM leurs chargements de purin et fumier, pneumatiques et balles de paille. C'est la première fois depuis très longtemps, réunie sous la bannière de la FDSEA, que la profession agricole, de l'est comme de l'ouest du département, a allumé les feux de la colère sous les fenêtres de son administration de tutelle. Pas moins de 150 tracteurs avaient fait le déplacement du Lauragais, interdisant les accès à [Carcassonne](#) dès la fin de matinée. Autre symbole de cette solidarité paysanne a été le déchargement, au pied de la tribune dressée boulevard Marcou, des 105 panneaux de signalisation qui portent les noms des communes inscrites désormais dans la zone de vulnérabilité. Pour une fois depuis longtemps aussi, ce n'est pas sur la question des marchés que s'est focalisée cette manifestation, mais sur celle des contraintes administratives de plus en plus lourdes et de plus en plus nombreuses qui rongent la patience des agriculteurs. «Le monde paysan est un monde de solutions», a souligné Serge Vialette, président de la FDSEA. C'est également un monde «pris au piège de la technocratie administrative», à Paris comme à Bruxelles, selon Frédéric Rouanet, leader du syndicat des

vignerons. Les agriculteurs ont le sentiment de n'être plus maîtres de leur destin. «On se fout de nous en nous jetant au nez des données économiques qui sont fausses», affirme Jean-François Rémy, président des jeunes agriculteurs.

L'économie agricole dans l'Aude, malgré ses calamités successives ces dernières années dont la grêle qui a infligé 80 millions d'euros de perte le 6 juillet de la Malepère au Minervoïs, est redevenue viable. Ce retour à l'équilibre économique bute contre une réforme que ne comprennent pas les agriculteurs audois.

Le chiffre : 150

tracteurs > Mobilisés. La participation des céréaliers de l'ouest audois à cette manifestation n'est pas passée inaperçue dans les rues de Carcassonne. Dès la fin de matinée, 150 tracteurs avaient pris position sur le rond-point de l'Europe et ses abords, bloquant l'entrée et la sortie de la ville. Les tracteurs ont ensuite joué les premiers rôles devant les grilles de la DDTM.

Pas de qualité sans eau

Installé à Villasavary sur une exploitation de 70 hectares en polyculture, Grégoire de la Roussière est fatigué de l'image négative donnée par la profession agricole en France. «On montre du doigt une agriculture qui date des années 1970-1980, sans considération pour les progrès énormes qui ont été réalisés. Aujourd'hui dans nos entreprises, nous parlons d'agronomie». Ce jeune agriculteur réclame le droit de travailler sa terre et de vivre du revenu qu'elle lui procure. Sans être non plus assommé par un empilage de règlements administratifs. «Depuis mon installation, note-il, j'ai investi 80 000 euros rien que pour des mises aux normes. Je ne tiendrai pas longtemps à ce régime». Grégoire de la Roussière a suivi les événements sur le site du barrage de Sivens dans le Tarn. «Cette retenue d'eau est peut-être surdimensionnée, dit-il. Que personne ne s'y trompe, une agriculture raisonnée a besoin d'eau. Heureusement que dans l'Aude, nous avons le lac de Montbel et la Ganguise. Sans eau il n'y aura plus que les OGM pour nourrir la planète. En France, ceux qui achètent des téléphones mobiles hors de prix sont les mêmes qui refusent de payer le prix des produits alimentaires de qualité.»

Philippe Vergnes inquiet pour la chambre d'agriculture

Outre la trésorerie individuelle des exploitations, il en est une autre qui est menacée par la réforme agricole. Philippe Vergnes, désormais président de la chambre d'agriculture, a de justes raisons de s'inquiéter pour la santé financière de cette institution. Au pied des revendications énumérées par les trois orateurs de la FDSEA, des JA et du syndicat des vignerons, Philippe Vergnes parle d'un frein pour l'essor de la maison des agriculteurs. «En nous privant de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti, soit 750 000 euros sur trois ans, je ne sais pas comment nous ferons pour éviter un plan social», dit en préambule le président qui participait, hier à la manifestation, aux côtés d'Alain Ginies vice-président du conseil général,

Régis Banquet président de Carcassonne Agglo, Henry Garino vice-président du conseil régional, Jean-Marie Fabre président des vignerons indépendants. «La taxe additionnelle représentait jusqu'à maintenant 53 % des recettes de la chambre d'agriculture. Cette décision va nous contraindre à proposer moins de services à nos ressortissants. J'ai l'intime conviction que ce n'est pas de cette façon qu'on solutionnera la dette du pays. Le gouvernement se trompe de cible».